SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 FEVRIER 2024

Présent-e-s

Bureau :	UM	Esther	Ve	Présidente
	CLERC	Tobias	DC-VL	1 ^{er} vice-président
	GROGNOUZ	Fabien	PLR	2 ^e vice-président
	NOBS	Cyril	UDC	1 ^{er} secrétaire
	SANCHEZ	Francisco	PS	2 ^e secrétaire
	BILLET	Isabelle	MCG	Membre

Conseillers/ères :	AMATO	Maurice	Ve	
	BOCCARD	Damien	Ve (dès 19h00)	
	BOCCARD	Yolande	DC-VL	
	BROCARD	Eric	PS	
	BUCHER	Denis	Ve	
	BUSSET	Jean-Bernard	DC-VL	
	DELUERMOZ	Cosima	DC-VL	
	DIMOPOULOS	Elisa	PS	
	EDINGER W.	Anna	PLR	
	FABRE	Michel	PS	
	FERATI	Bektesh	UDC	
	FONTANINI	Marco	PS	
	FREHNER	Antoine	PLR (dès 19h10)	
	HALIMI	Hysri	PS	
	HARTMANN	Esther	Ve	
	HEINIGER	Claire	Ve	
	HILLEMANNNS	Hartmut	PS	
	ISWALA	Placide	PS	
	LOUREIRO	Daniel	PS	
	MURCIANO	Claudine	Ve	
	OSMANI	Faruk	MCG	
	RHEINER	Fabrice	MCG (dès 18h55)	
	SCHWEIZER	Adriana	UDC	
	SEEGER	Pascal	DC-VL	
	SERRANO	Philippe	PLR	
	TSCHUDI-SPIROPULO	Alejandra	Ve	
	TRIPPEL	Martin	UDC	
	WRZOSOWSKI	Gregor	PLR	

Excusés :	GAETANINO	Marco	HP
	HUSANOVIC	Sanida	MCG

Assistent à la séance

LEUENBERGER	Nathalie	PS	Maire
CORNUZ	Eric	Ve	Conseiller administratif
TREMBLET	Laurent	PDC	Conseiller administratif

MCG	Mouvement des citoyens genevois	PS	Parti socialiste
DC-VL	Parti démocrate-chrétien Vert'libéral	PLR	Parti libéral-radical
UDC	Union démocratique du centre	Ve	Les Verts de Meyrin-Cointrin

ORDRE DU JOUR

1. Assermentation de Mme Anna Chatrina Edinger Wrzosowski en remplacement de M. Pierre Boccard, conseiller municipal démissionnaire.
2. Assermentation de M. Gregor Wrzosowski en remplacement de feu M. Pierre-Henri Willi, conseiller municipal décédé (sous réserve).
3. Assermentation de ~~M. Davit Ghukasyan en tant que membre suppléant du Conseil municipal, en remplacement de M. Antoine Frehner, désormais membre titulaire (sous réserve).~~ **Point retiré**
4. Approbation du procès-verbal de la séance du 30 janvier 2024.
5. Communications du Bureau du Conseil municipal.
6. Communications du Conseil administratif.
7. Réponses du Conseil administratif aux propositions individuelles et questions des séances précédentes.
8. Délibération n° 2024-02 relative à l'acquisition d'une part sociale de **CHF 300.-** de la Société coopérative COMETE.
9. Délibération n° 2024-03 relative à l'ouverture d'un crédit de construction de **CHF 645'000.-** en vue du remplacement du toboggan de la piscine des Vergers et de la modification du bassin d'arrivée.
10. Délibération n° 2024-05 relative à l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de **CHF 70'000.-** pour 2024 et de **CHF 130'000.-** pour 2025 destiné au financement des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) nécessaires au suivi des projets d'importance au service des sports.
11. Délibération n° 2023-34a relative à l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de ~~**CHF 94'000.-**~~ **CHF 100'000.-** destiné à la réalisation d'une étude en vue de la définition programmatique d'un nouveau centre technique communal, **d'une caserne des pompiers ainsi que d'un local des samaritains.** **Rapport de la commission développement urbain** (M. Amato, Ve)
12. Délibération n° 2024-01a relative à l'ouverture d'un crédit de réalisation de **CHF 6'496'000.-** destiné à financer les travaux de réalisation des aménagements routiers, de l'espace public et des réseaux souterrains dans le cadre du déploiement du bus à haut niveau de service Genève – Vernier – Zimeysaver (BHNS-GVZ). **Rapport de la commission travaux publics et entretien des bâtiments** (M. Trippel, UDC)
13. Pétition n° 2023-03a pour un deuxième club de football à Meyrin. **Rapport de la commission vie culturelle et sportive** (F. Grognuz, PLR)
14. Lettre de soutien du Conseil municipal en faveur de Mme Mahdie Alinejad. **Rapport de la commission cohésion sociale et économie** (E. Hartmann, Ve)
15. Rapport 2023 du délégué à la commission consultative des aînés. (E. Brocard, S)
16. Annonces de projets.
17. Propositions individuelles.
18. Questions.

* * *

Mme Um procède aux salutations d'usage et rappelle l'importance de respecter les délais pour adresser les rapports et prises de position au secrétariat politique et demande donc aux membres du Conseil municipal de les envoyer dès la fin de la séance à secretariat.general@meyrin.ch. Elle indique ensuite que les questions et autres propositions doivent être remises par écrit à M. Nobs avant la pause et que le délai pour la remise des objets politiques au secrétariat général pour la prochaine séance du Conseil municipal du 26 mars 2024 est fixé au mercredi 13 mars 2024 à minuit. Elle rappelle enfin que le code de bonne conduite et d'éthique des élus doit être respecté et invite les conseillers à le relire, si ces derniers en ont oublié le contenu.

Mme Um annonce le retard de MM. Frehner, Rheiner et Boccard.

1. **Assermentation de Mme Anna Chatrina Edinger Wrzosowski en remplacement de M. Pierre Boccard, conseiller municipal démissionnaire**

Mme Um demande à l'assemblée de se lever et procède à la lecture du serment :

« Je jure ou je promets solennellement d'être fidèle à la République et Canton de Genève, d'obéir à la Constitution et aux lois et de remplir consciencieusement les devoirs de ma charge et garder le secret de fonction sur toutes les informations que la loi ne me permet pas de divulguer. »

Mme Edinger Wrzosowski le jure.

[Applaudissements.]

* * *

2. **Assermentation de M. Gregor Wrzosowski en remplacement de feu M. Pierre-Henri Willi, conseiller municipal décédé**

Mme Um procède à la lecture du serment :

« Je jure ou je promets solennellement d'être fidèle à la République et Canton de Genève, d'obéir à la Constitution et aux lois et de remplir consciencieusement les devoirs de ma charge et garder le secret de fonction sur toutes les informations que la loi ne me permet pas de divulguer. »

M. Wrzosowski le jure.

[Applaudissements.]

Mme Edinger Wrzosowski et M. Wrzosowski rejoignent leurs places respectives dans l'hémicycle.

* * *

3. ~~Assermentation de M. Davit Ghukasyan en tant que membre suppléant du Conseil municipal, en remplacement de M. Antoine Frehner, désormais membre titulaire~~

Ce point est retiré de l'ordre du jour.

* * *

4. Approbation du procès-verbal de la séance du 30 janvier 2024

Mme Um met à l'approbation le procès-verbal, lequel est approuvé par 27 oui et 2 abstentions.

* * *

5. Communications du Bureau du Conseil municipal

- a) **Carte de vœux de l'association Tambours et fifres de Meyrin**
- b) **Carte de vœux des Samaritains de Meyrin**
- c) **Invitation à l'AG constitutive du Tournoi des élus** qui a lieu ce soir à Plan-les-Ouates
- d) **Invitation à l'AG des Arts meyrinois**, mercredi 28 février 2024 à 19h à la buvette de l'école de Cointrin
- e) **Invitation à l'AG du Salto de l'Escargot**, mercredi 6 mars 2024 à la Promenade de l'Aubier, quartier des Vergers.
- f) **Invitation à l'AG de Moderato con Brio**, vendredi 8 mars 2024 à 19h à l'Auberge communale.
- g) **Invitation à l'AG des Jardins familiaux du Renard**, vendredi 15 mars 2024, 20h, à la rue des Boudines 10.
- h) **Invitation à l'AG de la Garderie La Framboise**, mercredi 20 mars 2024, 20h, chemin de la Tour 11.
- i) **Invitation à l'AG du Terrain Jakob**, vendredi 22 mars 2024 à 20h15 à la Maison du Terrain Jakob
- j) **Invitation à l'inauguration du festival du Film Vert**, vendredi 22 mars 2024, aula de l'école des Boudines.
- k) **Invitation à l'AG des Jardins familiaux La Cascade**, mardi 26 mars 2024 (soir du Conseil municipal)
- l) **Courrier de demande de soutien au projet de sauvetage Faon Genève pour le budget 2024**, informations sur le site : www.sauvetage-faons-geneve.com

m) ACG : droit d'opposition du Conseil municipal

L'ACG a adressé un courrier au Conseil municipal faisant part de la décision de son assemblée générale, dans sa séance du 31 janvier 2024, relative à l'attribution, par le Fonds intercommunal, d'une subvention d'investissement de 3 millions de francs destinée à la rénovation des galeries publiques du Muséum d'histoire naturelle.

Le délai d'opposition court jusqu'au **21 mars 2024** et le délai de réception des résolutions à l'ACG est fixé au **25 mars 2024**.

Le détail de la décision se trouve sur CMNet, sous l'onglet ACG.

n) Lettre du Conseil d'Etat sur les élections municipales notifiant les dates des prochaines élections municipales et plusieurs dates butoirs :

- **2 septembre 2024** : Publication du guide pour le dépôt des candidatures à l'adresse suivante : www.ge.ch/elections/20250323
- **7 octobre 2024** : Mise à disposition des dossiers de candidatures à l'adresse www.ge.ch/elections/20250323 et au guichet du service des votations et élections. Ouverture des dépôts de candidatures
- **2 décembre 2024 à midi** : Clôture des dépôts de candidatures pour l'élection des Conseils municipaux et le premier tour de l'élection des Conseils administratifs
- **Du 5 au 11 décembre 2024** : Tirage au sort des numéros de listes. Plus de détails seront fournis lors des dépôts
- **Du 17 au 19 décembre 2024** : Signature des bons à tirer des bulletins de l'élection des Conseils municipaux par les mandataires. Plus de détails seront fournis lors des dépôts
- **19 décembre 2024** : publication des listes définitives
- **23 mars 2025** : Elections des Conseils municipaux et 1^{er} tour des élections des exécutifs communaux : 23 mars 2025
- **13 avril 2025** : 2^{ème} tour des élections des exécutifs communaux

o) Copie du courrier de doléances d'une Meyrinoise concernant l'Auberge communale et adressé au Conseil administratif

p) Rappel de la sortie du Conseil municipal, samedi 16 mars 2024

q) Commission de liaison du 12 février 2024

Mme Um procède à la lecture de son rapport de commission résumant les différents points abordés :

« La commission de liaison s'est réunie le 12 février dernier pour traiter de quelques points liés au fonctionnement du CM, et passer en revue les objets ouverts de l'inventaire des objets politiques. Plusieurs autres points ont été rajoutés en début de séance et ont étoffé l'OJ. Seuls les points liés au fonctionnement ont été traités, ainsi qu'un des points rajoutés en début de séance en lien avec le fonctionnement du CM.

→ *Vote du budget : Que faire d'un amendement en lien avec une délibération votée précédemment*

Ce point concerne la première séance plénière de novembre dédiée au vote du budget, lorsqu'une délibération séparée avait été votée, dont le « décide » incluait une autorisation octroyée au Conseil administratif d'inscrire au budget de fonctionnement 2024 un montant dédié à la problématique des antennes 5G. La séance suivante, un groupe politique a déposé un amendement demandant de retirer du budget 2024 la décision votée. La question était de savoir s'il est possible de retirer un budget déjà voté par délibération. L'administration a consulté le Service des affaires communales (SAFCO) qui confirme que la discussion autour de cet amendement était bien possible. Du point de vue juridique, le budget peut être modifié tant qu'il n'est pas voté. Ce qui a été fait est donc juste. La commission en a pris bonne note.

→ *Membres suppléant-e-s : Est-ce admissible qu'un-e titulaire laisse sa place à un-e suppléant-e lors du traitement d'un objet ?*

Le SAFCO confirme que l'absence doit être une vraie absence. Se mettre à l'écart pour cause de conflit d'intérêt n'est pas considéré comme une absence. La commission de liaison a pris bonne note et a demandé de notifier cela au groupe de Vert-e-s et aux autres.

→ *Traitement des motions : Faut-il systématiquement proposer un vote au vote immédiat ?*

Le SAFCO affirme qu'il faut un vote pour tous les objets, c'est le règlement. La commission a proposé de mentionner cela clairement dans le règlement lors de sa prochaine mise à jour.

→ *Gestion du courrier par le Bureau : Le mettre à disposition des conseillères et conseillers ?*

Il est rappelé que la gestion du courrier est encadrée par l'article 11 du règlement alinéa 3 qui stipule que le Bureau a la responsabilité de décision sur le courrier. Cependant, certaines situations exigent de la confidentialité et ne permettent pas d'exposer la correspondance. La commission de liaison juge inadmissible d'occulter un courrier destiné au Conseil municipal. Elle souhaite que le Bureau continue de juger de ce qu'il faut lire ou résumer en plénière, mais demande que tout courrier destiné à la lecture ou à une prise de décision soit déposé dans CMnet afin que les membres du Conseil municipal en prennent connaissance.

→ *Le rapport de minorité : Faut-il inscrire la pratique dans le règlement ?*

Le règlement stipule qu'il n'y a qu'un rapport. Il est donc entendu que celui-ci soit le plus neutre possible. Il est arrivé qu'un groupe demande le rapport de minorité à une commission mais cela ne doit pas conduire à un changement du règlement, selon la commission de liaison. Le rapport établi doit refléter les différentes positions, et la présidence de commission peut rappeler cette nécessité. De plus, il est possible en commission de préciser que des demandes précises y figurent. Des membres de la commission trouvent qu'il faudrait quand même garder la possibilité de décider selon les situations si un rapport de minorité fait sens, sans que cela ne devienne pour autant une pratique courante.

→ *Les commissions élargies sont-elles légales ?*

Ce point fait partie des points rajoutés à l'OJ en début de séance. L'administration précise que la LAC ne parle pas des commissions élargies. Cependant, la pratique est répandue dans diverses communes et est tolérée par le SAFCO qui en comprend l'utilité. A Meyrin, le document d'informations générales destiné aux conseillères et conseillers explique le fonctionnement de la commission élargie : elle sert surtout à passer une information à tout le Conseil municipal. Seul-es les membres de la commission de base préavisent. Il appartient au Conseil municipal et au Bureau de demander une commission simple ou une élargie. La commission de liaison est d'avis que les commissions élargies sont utiles, à condition de ne pas en abuser.

La séance est levée à 20h00. Les points restants sont reportés à une séance prochaine dont la date devrait être fixée rapidement. Il s'agit du passage en revue des objets ouverts, mais aussi de nombreux points apportés par les conseillers et conseillères en début de séance, notamment :

- L'inclusion d'actes symboliques lors de l'assermentation de nouveaux et nouvelles élues : que la présidente du Conseil municipal pourrait descendre pour remettre le petit pin's des armoiries meyrinoises et le règlement, par exemple.*
- L'annulation discrète des séances agendées est problématique.*
- Les repas doivent être locaux et de saison et il faut penser au coca-cola !*
- Il faudrait ajouter à l'inventaire des objets ouverts une colonne indiquant la faisabilité sur une échelle de 1 à 10.*
- Lors de la prochaine mise à jour du règlement introduire le langage inclusif ou épïcène. Le masculin par défaut renforce l'invisibilisation des femmes déjà minoritaires.*
- Organiser des ateliers de communication pour booster les compétences communicationnelles du Conseil municipal car la charte ne suffit pas à instaurer lors des CM et des commissions une communication respectueuse.*
- Favoriser la collaboration entre les groupes politiques en accédant à d'autres formats de commission ou d'animation de commission dans lesquels on travaille autrement que dans son groupe politique.*

Vivement la prochaine séance de commission donc ! »

Esther Um, Présidente du Conseil municipal

r) Hommage à Pierre-Henri Willi

Mme Um exprime une pensée pour M. Willi, décédé le 23 janvier dernier, rappelle que le CA in corpore et de nombreux conseillers et conseillères municipales ont pu faire le déplacement pour honorer sa mémoire lors de ses funérailles le 1^{er} février dernier. 2 membres du Bureau du CM ont pris la parole : M. Grognuz pour le compte du PLR et elle-même au nom du Conseil municipal. Son message est disponible sur la page des [discours officiels](#) de la Commune pour celles et ceux qui n'ont pas pu être là physiquement. Elle cède la parole à M. Serrano.

M. Serrano remercie sincèrement l'assemblée pour les nombreux messages et le soutien apporté à l'occasion des funérailles de son collègue M. Willi, le 1^{er} février dernier, tant à destination de son parti que de la famille du défunt.

Arrivée de M. Rheiner à 18h55.

Mme Murciano remercie la présidente pour les communications et notamment les invitations ; elle souhaiterait que le Conseil municipal reçoive par mail les différentes invitations à l'avance afin d'en prendre connaissance en temps et en heure.

Mme Tschudi-Spiropulo comprend bien qu'il y a des courriers que l'on ne peut lire en séance plénière pour des questions de confidentialité ; néanmoins, elle relève que ces courriers sont bel et bien adressés au Conseil municipal ; elle souhaiterait donc que le Conseil municipal reçoivent systématiquement des copies de ces courriers par mail.

Mme Um rappelle que c'est le Bureau qui prend la décision de ce qui est lu ou résumé en séance plénière et qui décide de mettre à disposition du Conseil municipal les différents courriers, lorsque le Conseil municipal par exemple doit prendre position. Elle précise que le Bureau de toute façon informe le Conseil municipal de l'ensemble des communications, d'une manière ou d'une autre.

Arrivée de M. Boccard à 19h00.

6. Communications du Conseil administratif

Elaboration d'une image directrice sur le secteur de Corzon (ancien terrain de football avenue de Vaudagne et ses abords)

Le site de Corzon, situé entre l'avenue de Vaudagne, la rue de la Prulay et la promenade de Corzon, est un site riche de potentialités pour Meyrin.

Le Conseil municipal a voté en février 2023 la délibération n° 2022-14a demandant :

- a) La réalisation d'aménagements réversibles et provisoires, permettant rapidement de rendre l'espace plus attractif pour la pratique du sport par toutes et tous.
 - La mise en service est prévue dès l'été 2024.
- b) Une réflexion sur la réponse aux besoins d'un lieu dédié aux jeunes de 15 à 25 ans.
 - Une concertation a commencé afin de faire émerger l'ensemble des besoins, particulièrement ceux des familles et des jeunes, en cohérence avec les recommandations issues du diagnostic « enfance-famille-jeunesse ».
- c) L'étude d'une « image directrice » d'urbanisme pour ce site afin de réfléchir à son devenir à moyen et long terme.

L'étude de l'image directrice d'urbanisme a débuté et se poursuivra jusqu'en mars 2025. Elle sera jalonnée par des temps d'information pour les usagers actuels du site et les riverains (mars 2024), des ateliers de concertation avec le grand public (septembre 2024) et une information sur le résultat final de l'étude (fin du premier semestre 2025).

Chaque présentation au grand public sera précédée d'une séance de commission développement urbain.

Travail de la police municipale le dimanche

Comme déjà évoqué, cette mesure de ne pas faire travailler les APM le dimanche, sauf durant la période estivale d'ouverture de la piscine, a été prise à un certain moment pour assurer le fonctionnement du service et préserver la santé du personnel.

Aujourd'hui, la situation des absences s'est améliorée, le service a engagé une nouvelle collaboratrice qui entrera en service sur le terrain en juillet 2024.

Tenant compte des préoccupations du Conseil municipal, le Conseil administratif et le responsable de la sécurité municipale informent que les agents travailleront tous les dimanches du 1^{er} avril au 31 octobre prolongeant ainsi de deux mois leur présence dominicale auprès de la population.

* * *

7. Réponses du Conseil administratif aux propositions individuelles et questions des séances précédentes

Néant.

* * *

8. Délibération n° 2024-02 relative à l'acquisition d'une part sociale de CHF 300.- de la Société coopérative COMETE

Mme Leuenberger affirme qu'il s'agit d'une délibération qui peut nous faire exprimer un certain sentiment de fierté ; celle d'avoir accompagné la réflexion entamée en 2018 autour du soutien de la transition écologique et qui s'est concrétisée par la constitution de la Coopérative Meyrinoise de Transition Ecologique (COMETE) en 2023, qui réunit des partenaires engagés (entreprises, associations, entités institutionnelles ou individus) et qui a pour vocation de mettre en place des dispositifs de soutien à l'échelle du territoire meyrinois et de sa région, de l'accompagnement ainsi que le projet pilote Revenu de Transition Ecologique (RTE). Les travaux de cette coopérative vont bon train, un coordinateur a récemment été engagé et l'acquisition de la part sociale proposée ce soir confirmera la participation de la Commune à la COMETE. Elle relève enfin que le Bureau propose un vote immédiat.

Personne ne s'oppose à l'entrée en matière sur la délibération n° 2024-03.

Mme Um indique que le Bureau préconise un **vote immédiat** ; elle soumet au vote la proposition, laquelle est acceptée à l'unanimité par 32 Oui.

M. Boccard indique que la COMETE a pour but de favoriser une économie locale et durable à Meyrin. Il espère que son côté novateur fera d'elle une sorte de laboratoire pour une transformation du modèle de développement économique plus adapté aux enjeux sociaux et climatiques . Il ajoute que les Vert.e.s se réjouissent que la COMETE puisse démarrer ses activités prochainement et ils profitent de rappeler l'importance de communiquer largement au sujet des activités menées, afin que l'ensemble des entreprises et citoyens puissent y contribuer. Il indique enfin

que les Vert.e.s recommandent d'accepter cette proposition d'acquisition d'une part sociale de CHF 300.-.

M. Grognuz indique que le PLR se demande encore ce qu'est un revenu de transition écologique (RTE) ; il encourage l'administration a montré des exemples concrets des activités de la COMETE et précise que son groupe soutiendra cette délibération.

M. Fabre indique que le PS votera favorablement l'acquisition de cette part sociale.

Plus personne ne demandant la parole, **Mme Um** soumet au vote la **délibération n° 2024-02**

relative à l'acquisition d'une part sociale de CHF 300.- de la Société coopérative COMETE

Vu l'exposé des motifs;

Conformément à l'art. 30,al. 1, let. e de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

Le Conseil municipal, sur proposition du Conseil administratif, dans sa séance du 27 février 2024,

D E C I D E

PAR 31 OUI

1. D'ouvrir un crédit de **CHF 300.-** destiné à l'acquisition d'une part sociale de la Société coopérative COMETE,
2. de comptabiliser la dépense prévue dans le compte des investissements puis de la porter à l'actif du bilan de la commune dans le patrimoine administratif, 02.14,
3. vu la nature de cet investissement, celui-ci ne donne pas lieu à amortissement,
4. d'autoriser le Conseil administratif à recourir à l'emprunt pour financer cette acquisition.

* * *

9. Délibération n° 2024-03 relative à l'ouverture d'un crédit de construction de CHF 645'000.- en vue du remplacement du toboggan de la piscine des Vergers et de la modification du bassin d'arrivée

M. Tremblet explique que cette délibération fait suite à une séance d'information de commission vie culturelle et sportive qui a eu lieu en décembre dernier ; il relève qu'il s'agit de l'un des projets-phare que le service des sports porte actuellement. Il suggère au Conseil municipal de renvoyer ce projet de délibération en commission

dont une séance est déjà agendée le 7 mars prochain. Il souhaite ajouter que ce toboggan a été inauguré à l'été 1999 et montre aujourd'hui des signes de vieillissement du tube de glisse, ce qui est dû notamment à l'eau chlorée et à son exposition à la lumière du soleil. Il précise que la structure est encore saine et, de ce fait, que le crédit prévoit donc uniquement le remplacement du tube ainsi que la mise aux normes du bassin d'arrivée.

Personne ne s'oppose à l'entrée en matière sur la délibération n° 2024-03.

M. Amato se demande pourquoi le renvoi est suggéré en commission vie culturelle et sportive et non en commission travaux publics et entretien des bâtiments ; il propose de renvoyer la délibération plutôt dans cette dernière commission.

M. Serrano se demande également pourquoi un tel renvoi est proposé par le Bureau ; il rejoint la proposition de M. Amato.

M. Fabre, en tant que président de la commission vie culturelle et sportive, précise qu'il n'a aucun souci à ce que le renvoi se fasse dans une autre commission, tant que la délibération est ensuite rapidement votée et le toboggan réalisé.

Plus personne ne demandant la parole, **Mme Um** soumet au vote **le renvoi de la délibération n° 2024-03 en commission travaux publics et entretien des bâtiments, lequel est approuvé par 29 oui et 1 non.**

M. Fabre souhaite s'assurer que la séance sera bel et bien agendée le 7 mars, ce qui est bien le cas.

Arrivée de M. Frehner à 19h10.

* * *

10. Délibération n° 2024-05 relative à l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de CHF 70'000.- pour 2024 et de CHF 130'000.- pour 2025 destiné au financement des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) nécessaires au suivi des projets d'importance au service des sports

M. Tremblet précise qu'il s'agit également d'un objet faisant suite à la séance d'information de la commission vie culturelle et sportive ayant eu lieu en décembre dernier. Il relève que des commissaires s'étaient alors inquiétés de la charge de travail, en lien avec les divers projets en cours, exercée sur la petite équipe administrative du service des sports. Il souligne que le suivi de grands projets n'est pas le cœur de métier de ce service ; dès lors, soit l'on décide de reporter certains projets, soit l'on externalise certaines prestations, option qu'il souhaite privilégier pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour les années 2024 et 2025. Il relève que le Bureau a suggéré d'aborder cet objet dans la commission vie culturelle et sportive du 7 mars, mais relève que cette dernière vient de se transformer en commission travaux publics et entretien des bâtiments.

M. Fabre ne sait pas ce que l'on pourrait aborder de plus en commission et il privilégie donc un vote immédiat.

M. Amato indique que son groupe n'est pas favorable à un vote immédiat car il y a encore, selon lui, plusieurs questions en suspens.

M. Grognuz explique que le Bureau proposait un renvoi en commission vie culturelle et sportive afin de faire un bref rappel pour que tous les commissaires aient le même niveau d'information.

M. Serrano considère pour sa part que l'on doit être bien conscient de ce que l'on vote ; il rejoint donc la proposition du Bureau.

M. Rheiner propose d'ajouter cette discussion à la prochaine séance de commission vie culturelle et sportive.

M. Tremblet indique que la délibération du toboggan justement devrait être confiée à l'AMO ; il suggère donc que cela soit fait d'emblée lors de la séance du 7 mars afin que l'objet puisse remonter les deux délibérations lors du prochain Conseil municipal.

M. Serrano indique qu'il s'engage volontiers, en tant que président de la commission des travaux, à traiter ce sujet lors de la séance du 7 mars prochain.

Personne ne refusant l'entrée en matière sur la délibération n° 2024-05 et plus personne ne demandant la parole, **Mme Um** soumet au vote **le renvoi de la délibération n° 2024-05 en commission des travaux publics et entretien des bâtiments**, lequel est approuvé par 32 oui et 1 abstention.

* * *

11. **Délibération n° 2023-34a relative à l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de CHF 94'000.- CHF 100'000.- destiné à la réalisation d'une étude en vue de la définition programmatique d'un nouveau centre technique communal, d'une caserne des pompiers ainsi que d'un local des samaritains. Rapport de la commission développement urbain (M. Amato, Ve)**

M. Amato procède à la lecture du rapport de commission :

« Rapport de la commission Développement Urbain tenue le 17 janvier sous la présidence de M. Seeger et en présence de MM. Cornuz et Tremblet, conseiller administratif, de M. Desprez, responsable du service de l'environnement, et de M. Schemel, chef de projet à l'UTE

M. Tremblet annonce que le Conseil municipal a été saisi de cette délibération en décembre dernier. L'étude dont il est question est nécessaire pour estimer la faisabilité de la relocalisation des activités du Centre de voirie horticole (CVH) qui laissera la place au Centre technique communal (CTC).

MM. Schemel et Desprez présentent le projet en expliquant que le CVH est dans un état d'usure avancé, qu'il ne répond plus au besoin du service de l'environnement et qu'il est nécessaire de le moderniser afin de répondre aux défis actuels. Il est aussi mentionné que le propriétaire de l'Hôpital de la Tour souhaiterait pouvoir récupérer le terrain afin de s'agrandir. Différentes pistes ont été explorées

dont la mutualisation de certaines prestations avec Vernier. Celle-ci a été retenue pour deux prestations : la production horticole qui pourrait prendre place sur la Commune, à la Citadelle, et la déchetterie, avec un espace ressourcerie qui prendrait place sur la commune de Vernier à l'emplacement actuel du Centre de voirie de Vernier. Le reste des activités serait alors soit maintenues sur leur site actuel (pour le Jardin botanique alpin et l'entretien du centre sportif), soit déménagées dans un nouveau centre technique qui pourrait prendre place sur une parcelle à la rue Veyrot-Mandement, laquelle serait rachetée par la Tour pour l'échanger avec la parcelle actuelle. La procédure de cette étude est explicitée en détail, avec notamment l'importance de bien consulter les utilisateurs pour regrouper les besoins de chaque secteur. Après l'explication du détail des coûts de la délibération, le président ouvre un temps de questions.

Un premier commissaire rappelle le besoin et la volonté de longue date de relocaliser la caserne des pompiers, il estime que ce projet pourrait être étudié avec celui-ci. Un autre commissaire abonde et propose d'y ajouter aussi des locaux pour les samaritains. M. Tremblet est inquiet quant à la faisabilité sur une si petite surface au sol. Il conçoit néanmoins l'intérêt de joindre ces deux acteurs à cette étude.

Une commissaire se demande si cet éclatement géographique générera une augmentation de trafic, notamment pour le secteur de la Citadelle. M. Desprez répond que les rotations de véhicules pour la production horticole ne seront pas si importantes, mais que les réponses seront dans l'étude.

Les questions ayant toutes trouvées réponses, les commissaires se positionnent sur l'amendement proposé sur le libellé de la délibération et le décide n°1 :

« Délibération n° 2023-34 relative à l'ouverture d'un crédit de CHF 100'000 destiné à la réalisation d'une étude de faisabilité en vue de la définition programmatique d'un nouveau centre technique communal, d'une caserne des pompiers ainsi que d'un local des Samaritains. » ; et pour le décide n° 1 : 'd'ouvrir au Conseil administratif d'un crédit budgétaire supplémentaire pour l'année 2024 de CHF 100'000.- destiné à la réalisation d'une étude en vue de la définition programmatique d'un nouveau centre technique communal, d'une caserne des pompiers ainsi que d'un local des Samaritains',

L'amendement est mis au vote et est accepté à l'unanimité, tout comme la délibération, soit 13 oui (3 S, 3 Ve, 2 PDC-VL, 2 PLR, 2 UDC, 1 MCG) »

M. Serrano procède à la lecture de la prise de position du PLR :

« Le groupe PLR Meyrin – Cointrin remercie le rapporteur pour son rapport complet et de bonne facture.

L'aménagement des parcelles dans le cadre du PLQ La Tour revêt une importance toute particulière. Nous saluons la démarche volontariste du Conseil administratif mais encore un peu timide sur certains volets.

Le PLR a pris en compte les éléments suivants :

- de disposer d'une structure de qualité pour les activités de voiries et techniques ;*
- une accessibilité de la caserne communale n'est pas bonne et va se péjorer avec l'aménagement du parking du centre commercial et la sortie du parking jouxtant celle de la caserne ;*

- *les pompiers volontaires ne disposent pas de parking pour garer leurs véhicules privés en cas d'intervention ;*
- *la taille de la caserne actuelle ne correspond plus aux besoins actuels et futurs.*
- *la commune de Meyrin est en retard dans la disponibilité des abris PC publics. Vu la rareté des terrains, il nous semble indispensable d'anticiper la désaffectation d'abri d'entreprises meyrinoises qui ne sont plus tenus légalement de maintenir leurs abris au profit de la collectivité. L'étude doit aussi contenir la construction d'un abri public de 200 places au minimum.*

Nous sommes persuadés qu'il est temps de délocaliser les activités du CVH, des pompiers, des samaritains dans un nouveau lieu adapté aux nouvelles conditions et aux défis du futur.

Le PLR Meyrin soutiendra cette délibération et vous invite à en faire de même. »

M. Bucher procède à la lecture de la prise de position des Vert-e-s :

« Merci Madame la Présidente.

Nous remercions le rapporteur pour son rapport très limpide.

De manière générale, le déplacement du CVH (Centre de voirie horticole) a lieu dans un autre cadre, à savoir l'extension de l'Hôpital de la Tour. Or, d'une part c'est une bonne occasion de moderniser le CVH, d'autre part le projet d'avoir des synergies avec Vernier nous semble une bonne chose.

L'amendement, que nous avons bien évidemment soutenu, propose d'intégrer la caserne des pompiers et un local pour les samaritains. Cette proposition nous semble également pertinente. En effet, la caserne risque de devenir difficile d'accès en raison du projet "Cœur de Cité", et les samaritains cherchent depuis longtemps des locaux adaptés.

Les points que nous voudrions en particulier soulever sont les suivants :

- *Concernant les synergies avec Vernier, cela nous semble bien, les deux communes ayant une politique similaire, surtout étant donné que cela ne semble pas prendre le chemin d'une fusion des services et / ou d'un service intercommunal. En effet il nous semble à la fois très important de garder la main sur nos services communaux, ceci dans la philosophie de notre commune, et donc de travailler sur des synergies entre les services des communes.*
- *Le fait que le service, même séparé en trois lieux, devrait garder son unité d'ensemble et donc l'entraide en son sein plutôt que de travailler en silos nous rassure et nous semble aussi un point très important.*
- *Le projet nous rassure aussi car le lieu de la production horticole commune resterait sur Meyrin. Ainsi, en cas d'éventuel changement de stratégie de la part de Vernier, nous aurions la capacité de continuer notre politique de production interne à la Commune.*
- *De plus, la partie déchets prévue sur Vernier est relativement bien placée pour Meyrin.*
- *Une partie du CVH est sur zone agricole → il faudra donc bien s'assurer que le projet qui occupera ces lieux inclue de l'agriculture, possiblement un lieu ouvert au public autour de l'alimentation.*

- *Il semble très important pour notre groupe qu'une recyclerie soit prévue dans le cadre du nouveau centre de récupération.*

Le groupe des Vert.e.s de Meyrin-Cointrin soutiendra donc cette délibération et invite tous les groupes à en faire de même. »

Mme Boccard procède à la lecture de la prise de position du groupe PDC-VL :

« En anticipation du développement du « Campus Santé » de l'Hôpital de La Tour sur le périmètre du Centre voirie horticole (CVH) actuel qui constituera, à l'instar du CERN, un symbole de fierté pour notre commune, il est impératif de relocaliser le site du CVH.

Plusieurs options se présentent à nous ; cependant, étant donné la taille actuelle du CVH et des besoins, il est très probable qu'il soit réparti au moins sur deux sites distincts, l'un dédié à la voirie et l'autre à l'environnement.

Depuis un certain temps, il est également nécessaire de déplacer la caserne des pompiers et les locaux des samaritains et sommes ravis que cela se fera idéalement en collaboration avec la recherche de nouveaux sites pour le Centre Horticole/Voirie.

Nous accueillons avec enthousiasme un tel projet pour notre commune, cependant, notre groupe insistera sur la nécessité d'une communication régulière à la commission concernée sur l'avancement du projet et de la qualité et dimensions répondant aux besoins futurs de ces nouvelles infrastructures, et plus particulièrement en ce qui concerne l'impact sur les axes de circulation pouvant affecter les résidents.

De plus, en parallèle, nous souhaitons que les négociations avec les investisseurs du « Campus Santé » garantissent une maîtrise des coûts pour la Commune dans le cadre des réaménagements et accès au site 'Campus Santé'.

En conséquence, notre groupe soutiendra favorablement cette délibération. »

M. Trippel procède à la lecture de la prise de position de l'UDC :

« Merci au rapporteur pour son rapport complet. L'actuel emplacement du centre de voirie horticole est sollicité par l'extension des activités de l'Hôpital de la Tour. Avec les nombreuses tâches du Centre de voirie, celui-ci est appelé à se moderniser et à se développer, en tenant compte des nouvelles technologies et énergies, de l'augmentation de la population et des places de travail. Son déménagement permet aussi d'éviter une lourde rénovation et de disposer de l'espace nécessaire à son fonctionnement. En plus, les pompiers et samaritains ont aussi besoin de locaux adaptés à l'évolution générale.

Pour toutes ces raisons, la réalisation d'une étude est nécessaire et cette dépense justifiée. L'Union démocratique du centre votera donc favorablement cette délibération et invite les autres groupes à en faire de même. »

M. Sanchez procède à la lecture de la prise de position du PS :

« Le PS MC salue la qualité du rapport et remercie son rapporteur.

La réalisation de cette étude programmatique est nécessaire pour estimer la faisabilité de la relocalisation des activités du Centre de voirie horticole (CVH) qui laissera la place au Centre technique communal (CTC).

Lors de la Commission du 17 janvier 2024, l'administration nous a présenté l'état des lieux du CVH, dont la surface nécessaire aujourd'hui pour héberger ses prestations représente 10'850 m² au sol.

En effet, les missions du CVH sont nombreuses parmi lesquelles nous pouvons citer l'entretien des parcs, des jardins, des routes, la levée des déchets, le ramassage des encombrants, la production florale, l'entretien des cimetières et cette liste est loin d'être exhaustive.

C'est une évidence, le site du CVH qui accueillera le nouveau CTC a besoin de place et c'est grâce à cette étude que seront recensés tous ses besoins.

L'étude permettra donc de donner de la matière sur un type de construction qui puisse répondre durablement aux besoins futurs.

Parallèlement, les synergies avec Vernier seront étudiées en fonction des volontés communales réciproques.

N'oublions pas également qu'il existe, depuis longtemps, aussi la volonté de relocaliser la caserne des pompiers et le local des samaritains ; c'est pourquoi la présente délibération a été amendée en commission pour les inclure et répondre ainsi à toutes ces interrogations au travers de cette étude.

Par conséquent et compte tenu ce qui précède, le Parti socialiste de Meyrin-Cointrin votera favorablement cette délibération 2023-34a et invite les autres groupes de cet hémicycle à en faire autant. »

M. Amato considère que l'amendement PLR sur des places PC supplémentaires est intéressant, mais il se demande si cet ajout ne va pas occasionner un dépassement. Il pense que, s'il y a un déménagement de la caserne, peut-être qu'un abri antiatomique pourrait y être installé. Il considère que le projet doit aller de l'avant et souhaite que l'amendement ne retarde pas le projet.

M. Sanchez ajoute que le PS soutiendra l'amendement proposé par le PLR.

M. Tremblet indique qu'il est difficile de répondre à la question de M. Amato, mais il pense néanmoins qu'avec le crédit proposé, l'on devrait pouvoir déterminer ce qui peut être mis dans ces locaux. Il rappelle que la priorité est de déménager le centre de voirie.

M. Serrano indique que la Commune est en retard en termes de disponibilité de places PC ; il ajoute que le fait de compter sur les abris des entreprises qui ne sont peut-être pas en état n'est pour lui pas une solution. Il souhaite pour sa part que la Commune soit équipée pour répondre à la population, notamment le jour où l'on en aura besoin. Il souhaite être prévenant, évoque brièvement le destin de l'Ukraine où la vie a basculé du jour au lendemain et rappelle enfin sa devise : « *Commander, c'est prévoir.* »

M. Cornuz considère que cette préoccupation en matière de places PC est tout à fait pertinente et il abonde dans le sens de M. Serrano sur le fait qu'il convient de se munir d'un nombre de places PC suffisant. Il ajoute que l'on a appris qu'il n'y aura malheureusement pas de places PC supplémentaires sous le nouvel établissement du secondaire II Noëlla Rouget construit par le Canton sur le territoire communal.

Mme Um soumet au vote de l'amendement PLR qui consiste à ajouter dans le titre et au premier décide « **...et d'un abri PC de 200 places.** », lequel est approuvé par 33 oui.

Plus personne ne demandant la parole, **Mme Um** soumet au vote la délibération n° 2023-34a ainsi amendée

relative à l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de CHF 94'000.- CHF 100'000.- destiné à la réalisation d'une étude en vue de la définition programmatique d'un nouveau centre technique communal, d'une caserne des pompiers, d'un local des samaritains, ainsi que d'un abri PC public de 200 places

Vu l'exposé des motifs ci-après;

Vu l'obsolescence technique et fonctionnelle des différents bâtiments du centre de voirie et horticole de la ville de Meyrin;

Vu l'étude de faisabilité « Regroupement des centres de voirie et d'entretien ? » datant du 24 avril 2018;

Vu le masterplan « Campus santé » porté par l'Hôpital de la Tour et prévoyant l'implantation de bâtiments administratifs et hospitaliers sur les parcelles occupées par le centre de voirie et horticole (CVH);

Vu la délibération n° 2023-04a relative à l'ouverture d'un crédit de CHF 1'253'000.- en vue de substituer la totalité des productions de chaleur au mazout du patrimoine administratif et financier par des agents énergétiques provenant de sources renouvelables et de récupération;

Vu le Plan directeur communal (PDCom) validé à l'unanimité par le Conseil municipal le 15 décembre 2020 et approuvé par arrêté du Conseil d'Etat le 14 avril 2021;

Vu le projet de révision du plan directeur ZIMEYSA nord n°26'615 en cours d'étude auprès de l'Office cantonal de l'Urbanisme (OU);

Vu la loi sur la gestion des déchets (LGD) votée le 22 septembre 2022 par le Grand Conseil;

Vu le plan des investissements 2023-2033;

Vu le rapport de la commission travaux publics et entretien des bâtiments;

Conformément à l'art.30, al. 1, let. e et m de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984;

Le Conseil municipal, sur proposition du Conseil administratif, dans sa séance du 27 février 2024,

D E C I D E

PAR 33 OUI SOIT À L'UNANIMITÉ

1. d'ouvrir au Conseil administratif d'un crédit budgétaire supplémentaire pour l'année 2024 de ~~CHF 94'000.-~~ **CHF 100'000.-** destiné à la réalisation d'une étude en vue de la définition programmatique d'un nouveau centre technique communal, d'une caserne des pompiers, d'un local des samaritains, **ainsi que d'un abri PC public de 200 places,**
2. de comptabiliser ce montant dans le compte de résultats 2024 sur le compte 02.31,
3. de couvrir ce crédit budgétaire par une économie équivalente sur d'autres rubriques de charges ou par des plus-values escomptées aux revenus, voire par le capital propre,
4. d'autoriser le Conseil administratif à inscrire au budget de fonctionnement 2024, un montant de ~~CHF 94'000.-~~ **CHF 100'000.-** destiné à couvrir les coûts de cette étude.

* * *

Pause de 20h00 à 21h00.

12. **Délibération n° 2024-01a relative à l'ouverture d'un crédit de réalisation de CHF 6'496'000.- destiné à financer les travaux de réalisation des aménagements routiers, de l'espace public et des réseaux souterrains dans le cadre du déploiement du bus à haut niveau de service Genève – Vernier – Zimeysaver (BHNS-GVZ). Rapport de la commission travaux publics et entretien des bâtiments (M. Trippel, UDC)**

M. Trippel procède à la lecture de son rapport de commission :

« Rapport de séance traitant de la délibération no 2024-01 pour un crédit de CHF 6'496'000.- finançant les travaux d'aménagements routiers, de l'espace public et des réseaux souterrains pour la mise en service du bus à haut niveau de service Genève -Vernier -Zimeysaver

Le président M. Philippe Serrano ouvre la séance en saluant la présence de M. Eric Cornuz, conseiller administratif délégué, M. Sébastien Blondet, co-responsable de service et M. Georges-Henri Cazal, chef de projet.

M. Cornuz fait une courte introduction expliquant que le but est de travailler sur la mobilité intercommunale et cantonale, requalifier et améliorer le réseau de mobilité dans les différents périmètres et en particulier dans le secteur de la zone industrielle. Le but du Canton est d'améliorer la desserte périphérie-centre, car le tram 18 offre une capacité insuffisante. Le projet doit être aussi qualitatif que

possible avec la promotion de la mobilité douce et la plantation d'arbres et de bandes vertes.

Ensuite M. Cazal présente le projet. Il s'agit d'un nouvel axe structurant de transports collectifs pour mieux desservir la Zimeysaver, sur lequel il faut favoriser la mobilité douce, les transports collectifs et l'arborisation avec plusieurs interfaces tram et train. Le schéma de circulation change autour de l'Hôpital de La Tour, en priorisant la fluidité des bus et en facilitant l'accès des ambulances et en réduisant les axes et bifurcations pour le trafic individuel motorisé. La ligne 19 sera exploitée avec des bus TOSA biarticulés à batterie, prolongée de Vernier via la Zimeysa à l'Hôpital de La Tour en s'arrêtant aux arrêts de tram et en rebroussant au giratoire de la route du Mandement, où un arrêt de mise à l'heure avec borne de chargement des batteries sera aménagé. La ligne pourrait être prolongée jusqu'au parking d'échange à créer à Porte de France, en attendant le prolongement du tram 18. Les travaux se dérouleront sur trois secteurs de notre commune, dont deux cantonaux sur les pénétrantes et un communal de connexion entre les pénétrantes. Des places de stationnement disparaîtront pour y planter des arbres, les trottoirs recevront des enrobés perméables, à certains endroits les pistes cyclables seront inversées avec les trottoirs et l'éclairage sera changé. Des arrêts de bus seront déplacés et des passages piétons créés. La route du Nant d'Avril n'aura plus de berme centrale, mais des arbres plantés des deux côtés de la chaussée.

La ligne de BHNS aura 26 arrêts sur 10,2 km depuis Cornavin, le coût des travaux est de CHF 36 millions, dont 6,5 pour Meyrin, et les travaux débuteront en juin 2024 pour une mise en service en juillet 2027. L'aménagement est à la charge de Meyrin, les équipements pour les TPG payés par ces derniers.

Voici une sélection des questions/réponses :

Q : Le schéma de circulation autour de l'Hôpital de La Tour n'est pas identique à celui présenté à la commission d'urbanisme. Il ne devrait plus y avoir de trafic individuel motorisé. Que faire pour l'empêcher ? R : L'accès TJM est juste pour l'avenue Maillard, il est impossible de passer depuis la route de Meyrin et de tourner avec l'obstacle des arrêts de bus.

Une commissaire s'inquiète du temps de recharge des batteries et du temps d'attente du bus à l'arrêt de mise à l'heure et sa surface, ce qui pourrait gêner l'accès à la Ferme de la Planche et la circulation. R : C'est très rapide, environ une minute. L'arrêt ne gêne ni la circulation, ni l'accès à la ferme. La surface dépend de l'espace disponible.

Q : Pour le rebroussement du bus au giratoire du Mandement, souvent saturé, est-ce que le retard probable est anticipé ? R : Le canton estime le retard à 2 minutes.

Q : Y-a-t'il des frais de fonctionnement pour le mobilier urbain ? R : Non, rien à la charge de la Commune sauf l'entretien de la végétation d'un coût insignifiant.

Q : Les 46 places de stationnement supprimés à la rue Veyrot seront-elles compensées à proximité ? R : Il y a un parking privé sous-occupé à proximité qui pourrait être utilisé. Il y a une volonté d'harmoniser la politique de stationnement entre Meyrin, Vernier et Satigny, en particulier sur les rues à cheval entre Meyrin et Satigny.

Des commissaires s'intéressent au choix des espèces d'arbres en relation avec le réchauffement. R : D'une part, les espèces à choisir seront résistantes au

changement climatique avec l'objectif d'offrir une couverture contre les îlots de chaleur. D'autre part on regarde aussi les espèces présentes sur terrains privés alentours pour avoir une concordance sur les terrains privés et publics.

Q : Il manque de la place sur la route du Nant d'Avril. Est-ce que le bus aura sa propre voie ? R : Le bus aura sa propre voie à l'approche des carrefours et en direction de Genève. Une voie TIM et une voie TC. Il y a eu une longue discussion sur les priorités de circulation, car il faut soigner la vitesse commerciale du bus pour être attractif.

Un commissaire s'inquiète du temps de parcours via Vernier pour aller à Genève par rapport au tram 18, et le fait que seulement un bus 19 sur deux viendra à Meyrin.

Le président demande aux partis de prendre position sur cette délibération. Ils y sont globalement favorables, mais émettent des insatisfactions au sujet de la desserte du bus et sur les aspects de circulation du trafic individuel motorisé. M. Cornuz nous assure de sa détermination de faire remonter les insatisfactions à qui de droit dans l'espoir de négocier des améliorations.

[Note du rapporteur : Ces insatisfactions prouvent la pertinence d'organiser avant la pause estivale une double-séance de cette commission dans le cadre de la motion n° 2023-04 acceptée à l'unanimité du Conseil Municipal dans sa séance du 21 novembre 2023 visant une amélioration de la desserte en transports collectifs à l'intérieur de notre commune et avec les communes voisines, dont en France.]

Vu le grand intérêt des commissaires cette séance s'est prolongé un peu. Finalement, bien que le niveau de service de cette nouvelle desserte par bus ne soit pas à la hauteur des attentes de la majorité des groupes politiques, les commissaires votent à l'unanimité un préavis favorable à la délibération 2024-01 pour un crédit de CHF 6'496'000.- car, en plus des infrastructures pour les transports collectifs, elle contient un volet non-négligeable d'aménagements écologiques et cyclables en cohérence avec la politique climatique et de mesures visant à pacifier le trafic individuel motorisé. »

Mme Boccard lit la prise de position du groupe PDC-VL :

« Nous accueillons avec enthousiasme le développement de la nouvelle ligne de transport public intercommunal et cantonal BHNS qui reliera entre autres notamment la Gare Cornavin à la Zimeysa. Ce projet revêt une importance capitale compte tenu des nombreux projets de développement en cours, tels que le Pôle Santé de l'Hôpital de la Tour et la Zimeysa. La ligne de tram 18, déjà fortement sollicitée, bénéficiera ainsi d'un soulagement appréciable.

En outre, ce projet favorisera l'expansion de notre politique d'arborisation des espaces publics le long du tracé du BHNS, ainsi que le développement et l'amélioration des zones piétonnes et des pistes cyclables, renforçant ainsi la sécurité des usagers.

Toutefois, notre groupe espère que les autres lignes de transport en circulation dans notre commune ne seront pas abandonnées à long terme. De plus, nous encourageons vivement une augmentation de la fréquence du BHNS afin de véritablement valoriser ce mode de déplacement pour les usagers.

C'est avec conviction que nous voterons en faveur du crédit budgétaire de CHF 6'496'000.- pour la réalisation de ce projet. »

M. Serrano précise qu'il ne participera ni au débat, ni au vote.

M. Frehner procède à la lecture de la prise de parole du groupe PLR :

« Notre groupe politique remercie le rapporteur pour son rapport de qualité. Nous avons eu l'occasion de bien cerner les enjeux et les thématiques liées au déploiement de ce futur outil de mobilité.

En effet, ce BHNS ambitionne de relier le centre-ville et la périphérie en passant par les communes de Vernier et de Meyrin. Le terminus se trouvera provisoirement à l'Hôpital de la Tour, avant une éventuelle prolongation en direction de St-Genis Pouilly.

La mise en place de ce BHNS est réjouissante ; néanmoins nous relevons les éléments suivants :

- Pour se voir attribuer la notion HNS, le bus doit se trouver sur site propre et ceci n'est de loin pas le cas avec à peine la moitié du tronçon.*
- La fréquence d'un BHNS doit être soutenue ce qui n'est de très loin pas le cas avec une desserte envisagée de 15 minutes qui est de très loin insuffisante pour avoir une action de délestage de la ligne 18 déjà surchargée.*
- Le temps de parcours depuis le centre-ville n'est pas concurrentiel pour Meyrin face aux lignes existantes.*

Il va sans dire que le PLR est perplexe face à ce BHNS qui ne dit pas son nom et le crédit d'aménagement de plus de CHF 6.5M. Néanmoins, nous comprenons que nous sommes face à une étape, insatisfaisante, mais une étape vers la mise en place du BHNS en direction de la commune française de St-Genis qui, elle, porte une vraie solution transfrontalière.

Même si le report modal et la vitesse commerciale ne sont pas au rendez-vous, le PLR est certain que cette étape, quoique insatisfaisante, doit être réalisée maintenant.

Nous serons très attentifs au suivi des travaux et nous demandons que ce dossier soit confié à la commission travaux publics et entretien des bâtiments pour le suivi du dossier.

Vous l'aurez compris, le PLR MC, malgré des réticences énumérées ci-dessus, soutiendra cette délibération d'investissement et invite les autres partis politiques à en faire de même.

Je vous remercie pour l'écoute. »

M. Amato lit la prise de position du groupe des Vert-e-s :

« La délibération qui nous est présentée ce soir touche aux aménagements connexes à l'arrivée d'un bus à haut niveau de service sur la Commune, qui fera son terminus à la hauteur de l'Hôpital de la Tour et qui passera par Vernier et la Zimeysa. Bien que le projet soit très intéressant, il nous semble important de souligner que les prévisions actuelles au niveau de la fréquence, soit toutes les 15 minutes à l'heure de pointe, est largement insuffisante. Cette fréquence ne permettra en aucun cas de proposer une alternative crédible au transport individuel ou même de décharger un minimum la ligne 18 qui est aujourd'hui en surcharge.

Bon, nous souhaitons tout de même relever le positif et il y en a, en soulignant la qualité des aménagements proposés qui permettra de rendre la zone industrielle viable pour la mobilité douce et permettra d'amener un peu de canopée au sein de cette zone bien trop minérale à notre goût.

Il est prévu de planter pas moins de 648 arbres sur l'ensemble du trajet de ce transport public et d'installer de nombreux aménagements pour les piétons. Il est important de souligner aussi le travail sur les éclairages urbains qui répond totalement à la demande de notre conseil.

Les Verts de Meyrin-Cointrin voteront donc favorablement cette délibération et vous invite à en faire de même ! »

M. Trippel lit la prise de position du groupe UDC :

« Ce projet de ligne de BHNS via Vernier jusqu'à l'Hôpital de la Tour sert principalement à pallier l'insuffisance de capacité de transport du tram 18. Mais, vu qu'il prévoit seulement 4 courses par heure sur la branche de l'Hôpital de la Tour et nécessite 13 minutes, soit 60 % de plus de temps de déplacement depuis les Vergers pour rejoindre la gare de Cornavin par rapport au tram 18 via la route de Meyrin, on peut questionner la pertinence de la signification « haut niveau de service ». Ces conditions sont loin de susciter l'envie d'un transfert modal favorable au climat et ne constituent qu'un plan B pour ceux qui ne trouvent pas de place dans le tram, par exemple pour rentrer depuis le centre de Genève. Notre groupe est globalement favorable au développement des transports publics, mais trouve cette dépense de CHF 6,5 millions pour 3 km de travaux un peu cher par rapport à la plus-value apportée par l'objet principal de cet investissement. Il sera nécessaire d'obtenir des améliorations de desserte sur notre commune.

Malgré la bienveillance de notre groupe envers le trafic individuel motorisé, nous saluons la qualité de l'aménagement paysager et cyclable accompagnant ce projet qui lui ne sera qu'une étape secondaire. Le plus difficile et important en matière de vrai développement des transports publics capable d'apporter une diminution du trafic individuel motorisé dans notre commune, en particulier celui venant de France et en relation avec la Zimeysaver, reste à faire.

Notre groupe votera en faveur de cette délibération et invite les autres groupes à en faire de même. »

M. Sanchez lit la prise de position du groupe du Parti socialiste :

« Le PS MC remercie le rapporteur pour son excellent rapport.

Ce soir, nous votons un crédit pour financer les travaux de réalisation des aménagements routiers et publics qui permettront le déploiement du bus électrique du futur à Genève, Vernier, Meyrin et Zimeysaver.

Pour Meyrin, il s'agira du secteur 1, allant du carrefour de la route de Meyrin à la route de Montfleury.

Ce bus futuriste s'appelle BHNS (Bus à Haut Niveau de Service), précurseur de la transition énergétique dans le domaine des bus à grande capacité.

Electrique, il se rechargera tout au long de son trajet, il sera plus écologique et plus silencieux qu'un bus diesel traditionnel. A l'avenir plus d'encombres liés aux lignes de contact aériennes.

L'administration meyrinoise travaillera sur l'optimisation de la gestion des eaux au moyen de la végétalisation, une réduction des îlots de chaleur, grâce à une arborisation offrant une canopée sur des kilomètres et qui amènera plus de fraîcheur.

Notons que, s'il y a des avantages, il y a aussi des inconvénients, par exemple, la fréquence du BHNS annoncée aux heures de pointe, soit toutes les 15 minutes, à l'arrêt de l'Hôpital de La Tour.

En effet, si l'on compare avec la fréquence des bus 6 et 19 jusqu'à Vernier-Village aux heures de pointe, celle-ci est de 7,5 minutes.

Que dire du rond-point à la sortie du tunnel dont l'impact sur la circulation devra être rediscuté par rapport au point de terminaison du BHNS.

Le groupe PS-MC est convaincu des plus-values qui seront apportées par ce projet pour répondre aux préoccupations des cyclistes, des piétons, sur la qualité de la vie urbaine et de l'espace public, avec notamment un soulagement des autres axes des transports en soutien de la mobilité douce, en favorisant un report d'une partie des transports individuels motorisés vers les transports publics, mais aussi en contribuant à réduire notre empreinte carbone et en améliorant notre contribution écologique, grâce aux nouveaux arbres qui seront plantés, tout en rendant attrayante la ZIMEYSAVER, un pôle économique industriel voué à s'agrandir et à se développer à moyen terme.

Compte tenu de ce qui précède, le PS-MC préavisera favorablement cette délibération 2024-01a et remercie les autres groupes de cet hémicycle d'en faire de même. »

M. Rheiner lit la prise de position du groupe du MCG :

« Nous allons bien insisté sur le fait que nous vantons les aménagements routiers plutôt qu'un bus à haut niveau de service, bien qu'il fasse la promotion de ce système TOSA très innovant et « made in Suisse ». Toutes les inquiétudes ont déjà été relevées et nous considérons aussi qu'il faudrait maintenir nos lignes actuelles, surtout la ligne de bus 57, laquelle sert d'omnibus autour de la Commune. ON peut aussi mettre en lumière la problématique du trafic sur les deux ronds-points sur l'avenue Louis-rendu et la rte du Nant d'Avril. Nous espérons, dans cet objectif, qu'une enquête de satisfaction sera menée dès la mise en service. Nous voterons donc favorablement ce projet. »

Plus personne ne demandant la parole, **Mme Um** soumet au vote la **délibération n° 2024-01a**

relative à l'ouverture d'un crédit de réalisation de CHF 6'496'000.- destiné à financer les travaux de réalisation des aménagements routiers, de l'espace public et des réseaux souterrains dans le cadre du déploiement du bus à haut niveau de service Genève – Vernier – Zimeysaver (BHNS-GVZ)

Vu l'exposé des motifs ci-après;

Vu le projet d'agglomération Grand Genève de 3^{ème} et 4^{ème} génération (PA3 et PA4);

Vu l'importance des projets d'infrastructures de mobilité douce développés à l'échelle de l'agglomération et visant à réduire le trafic individuel motorisé (TIM);

Vu la loi sur le réseau des transports publics (LRTP) H 1 50.01, article 5.3 décrivant les principes de subventions du Conseil d'Etat sur le domaine public communal et son règlement d'application H1 55.04;

Vu les études du projet BHNS-GVZ portées par l'Etat de Genève et suivies en co-maîtrise d'ouvrage par la ville de Genève, la ville de Vernier, la ville de Meyrin, la commune de Satigny et la FTI;

Vu le projet de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre l'Office cantonal du génie civil (OCGC) et la ville de Meyrin;

Vu l'autorisation de construire DD 317'582/1 relative au réaménagement de l'espace public pour l'insertion d'un bus à haut niveau de service (BHNS-GVZ) - Secteur 1, délivrée par l'Etat de Genève, Office cantonal des transports le 13 septembre 2023;

Vu la prise en charge du Fonds intercommunal d'assainissement (FIA) de la réalisation, l'extension, la transformation, l'entretien et l'exploitation des équipements affectés au réseau secondaire communal selon la LEaux-Ge – L2 05;

Vu la résolution n° 2020-04a relative à l'approbation du Plan directeur communal (PDCOM) et du plan directeur communal des chemins pour piétons (PDCP) de Meyrin, validée à l'unanimité par le Conseil municipal le 15 décembre 2020 et approuvée par arrêté du Conseil d'Etat le 14 avril 2021;

Vu la présentation du projet par l'Office cantonal des transports lors de la commission développement urbain du 16 juin 2022;

Vu le Plan climat cantonal 2030, troisième génération, adopté par le Conseil d'Etat le 14 avril 2021;

Vu le plan des investissements 2023-2033;

Vu le rapport de la commission travaux publics et entretien des bâtiments;

Conformément à l'art.30, al. 1, let. E et m de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

Le Conseil municipal, sur proposition du Conseil administratif, dans sa séance du 27 février 2024,

DECIDE

PAR 33 OUI

A LA MAJORITE QUALIFIEE

1. d'ouvrir un crédit de réalisation de **CHF 6'496'000.-** destiné à financer les travaux de réalisation des aménagements routiers, de l'espace public et des réseaux souterrains dans le cadre du déploiement du bus à haut niveau de

service Genève – Vernier – Zimeysaver (BHNS-GVZ),

2. de prendre acte qu'une subvention cantonale et une contribution fédérale du Plan d'agglomération (PA) théorique maximale de CHF 1'060'000.- est attendue sur le secteur 1 pour la ville de Meyrin,
3. de prendre acte qu'une subvention estimée à ce jour à CHF 426'300.- parviendra du Fonds intercommunal d'assainissement,
4. d'autoriser la mutation parcellaire d'une surface de 190 m² de la parcelle 14897 (entrée de la ferme de la Planche) du domaine privé communal au domaine public communal et d'autoriser le Conseil administratif à signer les actes relatifs,
5. de prendre acte que cette mutation n'entraîne pas de perte de valeur du patrimoine communal,
6. de comptabiliser les dépenses de CHF 6'496'000.- et les recettes estimées de CHF 1'486'300.- dans le compte des investissements, puis de porter la dépense nette à l'actif du bilan dans le patrimoine administratif, sous rubriques 61.14 et 72.14,
7. d'amortir la dépense nette estimée de CHF 5'009'700.- dès la première année d'utilisation du bien estimée à 2027 de la manière suivante :
 - sous rubrique 61.33 : CHF 4'903'125.- sur 30 ans
 - sous rubrique 72.33 : CHF 106'575.- sur 40 ans,
8. de demander au Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève de bien vouloir exonérer la présente opération de tous frais et droits, y compris les émoluments du Registre foncier et de la mensuration officielle, vu l'opération d'utilité publique projetée,
9. de charger le Conseil administratif de signer tous les actes notariés nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération conformément à la délibération n° 2020-08 relative à la délégation de compétences au Conseil administratif pour la passation d'actes authentiques conformément à l'article 30, al. 1, lettre k, de la loi sur l'administration des communes,
10. d'autoriser le Conseil administratif à contracter, si nécessaire, un emprunt auprès des établissements de crédit de son choix, à concurrence de CHF 6'496'000.- afin de permettre l'exécution de ces travaux.

* * *

13. Pétition n° 2023-03a pour un deuxième club de football à Meyrin. Rapport de la commission vie culturelle et sportive (F. Grognez, PLR)

M. Halimi indique que lui-même et plusieurs commissaires ont demandé à l'administration des documents complémentaires permettant de prendre une décision en toute connaissance de cause ; ces documents devant provenir du Meyrin FC et n'étant toujours pas parvenus à l'administration, il indique que le PS demande l'ajournement de cet objet.

M. Grognuz remercie M. Halimi pour sa proposition et relève qu'en effet, le procès-verbal de la séance de commission concernée a été mis en ligne seulement lundi soir et il n'a donc pas eu le temps de rédiger un rapport de bonne facture ; en l'état sa rédaction ne le satisfait pas et il soutient donc cet ajournement.

Mme Murciano indique que son groupe abonde dans le sens de la proposition d'ajournement car elle estime que les documents manquants sont d'une importance capitale puissent qu'ils revêtent un caractère en lien avec la pétition. Elle propose de préciser le temps d'ajournement et donc d'ajourner ce point jusqu'à la prochaine séance du Conseil municipal.

M. Serrano considère que cette affaire semblant anodine est en fait très importante, mais il considère que la démarche intrigue dans la mesure où bon nombre des pétitionnaires font en fait partie du Meyrin FC. Il ajoute que le PLR n'a pas vraiment apprécié la posture du club en commission. Il rejoint donc la proposition d'ajournement afin de pouvoir prendre position avec toute l'attention nécessaire.

M. Halimi indique que l'ajournement pour le prochain Conseil municipal lui convient, à condition d'obtenir d'ici là les documents demandés.

M. Tremblet souligne que le service des sports était le premier surpris à voir ce point remonter ce soir ; il ajoute que cela n'a pas été relevé lors de la séance du Bureau, mais qu'en définitive, il sera possible d'obtenir les documents souhaités de la part du Meyrin FC d'ici le prochain Conseil municipal.

Plus personne ne demandant la parole, **Mme Um** soumet au vote **l'ajournement de la pétition n° 2023-03a d'ici à la prochaine séance du Conseil municipal, le 26 mars 2024, lequel est accepté par 33 oui, soit à l'unanimité.**

* * *

14. Lettre de soutien du Conseil municipal en faveur de Mme Mahdie Alinejad. Rapport de la commission cohésion sociale et économie (E. Hartmann, Ve)

Mme Hartmann procède à la lecture de son rapport :

« Rapport de la commission cohésion sociale et économie élargie tenue le 18 janvier 2024 sous la présidence de M. Damien Boccard et en présence de Mme N. Leuenberger, maire, et de M. Raphaël Rey, chargé d'information au service des réfugiés du Centre social protestant (CSP)

Durant cette commission, de nombreux avis ont été exprimés ainsi que des désaccords sur la tenue de la commission, sur l'organisation de celle-ci (nombre d'auditions, durée, partage des temps de parole). Cela a rendu probablement la prise du procès-verbal compliquée. La rapporteuse tient à remercier chaleureusement Mme Véronique Rolf Robert pour la qualité de son procès-verbal.

L'auteure a choisi de se centrer uniquement sur la demande de soutien de lettre et sur l'échange des points de vue qui a conduit au préavis formulé.

Prise de position de Mme Nathalie Leuenberger, maire de Meyrin

En préambule, Mme Nathalie Leuenberger rappelle que le Conseil administratif a également été sollicité pour écrire une lettre de soutien en faveur de Mme M. Alinejad. Elle présente la position du Conseil administratif tant sur le principe que sur la motivation qui l'a poussé à effectuer une telle démarche.

En tant qu'autorité communale directement élue par les citoyens, le Conseil administratif est appelé et légitimé à prendre position sur de nombreux sujets. Il intervient principalement sur des objets (par exemple les antennes 5G ou l'ouverture d'un centre commercial,...) mais parfois aussi sur des situations individuelles (comme pour appuyer une recherche de logement). Cette démarche s'inscrit dans le fonctionnement démocratique.

C'est ainsi qu'il a déjà émis des courriers de soutien par le passé, avec une motivation identique à chaque fois. Dans ces lettres, il exprime, au nom de la collectivité qu'il représente et de l'autorité qu'il incarne, les valeurs qui font l'identité de la communauté qu'il sert. Il est vrai que le Conseil administratif agit souvent comme le relais de citoyens demandant des actions pour la dignité humaine, la solidarité et l'intégration des valeurs qui fondent le vivre-ensemble dans la commune de Meyrin.

Mme le maire nous rappelle que la situation en Iran pour les femmes est difficile et induit une menace pour la vie de Mme Alinejad. Elle estime que Mme Alinejad, qui a fui son pays, démontre régulièrement sa volonté et sa détermination à poursuivre son existence à Meyrin, démontrées notamment par les liens tissés et la qualité manifeste de son intégration.

Par ailleurs, elle tient à relever qu'à aucun moment le Conseil administratif ne désire se substituer aux instances officielles qui traitent de la procédure d'asile, ni ne prétend être juge ou expert de la qualité ou de la manière dont la procédure est menée. Le Conseil administratif est très au clair quant aux prérogatives de chaque entité. Les prérogatives du Conseil administratif ou du Conseil municipal doivent être comprises comme étant l'expression politique des valeurs de la communauté.

Présentation de M. Raphaël Rey, chargé d'information au Service réfugié-es du Centre Social Protestant (CSP)

Brièvement, le droit d'asile est un droit international garanti par la Convention des réfugiés et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il permet à tout individu, confronté à la persécution, de chercher et de bénéficier de l'asile dans d'autres pays. Il interdit aux États d'expulser ou de renvoyer une personne vers un pays où elle risque d'être exposée à la torture, à des traitements inhumains ou dégradants, et/ou où sa vie ou sa liberté sont menacées. C'est le principe de non-refoulement. Le droit d'asile est à la fois garant d'un devoir de protection et aussi de non-renvoi.

Une procédure d'asile est mise en place dans chaque pays pour déterminer le statut de réfugié.

En Suisse, c'est le Secrétariat d'État aux Migrations (SEM) qui instruit et statue sur toute demande d'asile en première instance. Ses décisions peuvent être contestées devant le Tribunal administratif fédéral (TAF) en deuxième et dernière instance. Ce dernier établit une jurisprudence que le SEM doit respecter.

Dans l'organisation fédérale, les cantons et les communes sont responsables de l'accueil et de l'intégration des demandeurs d'asile et des réfugiés qui leur sont

attribués. Lorsqu'une décision de renvoi est prise, ils sont chargés de son exécution avec le soutien de la Confédération. Depuis 2019, ils peuvent également, sous certaines conditions, demander des régularisations de séjour. Il s'agit des cas de rigueur qui concernent généralement les personnes présentes en Suisse depuis plusieurs années.

Pour rappel, Mme M. Alinejad a demandé l'asile en avril 2019. Elle a, depuis, reçu une décision négative du SEM. Son dossier est en cours de réexamen au vu des développements récents de la situation en Iran et au vu de son exposition médiatique et politique en Suisse. Il est également en procédure auprès de l'instance supérieure qu'est le TAF. Il n'y a pas d'effet suspensif donc le renvoi est possible et exigible selon les autorités.

En parallèle, les cantons peuvent, sous l'approbation du SEM, octroyer des autorisations individuelles de séjour aux personnes qui lui sont attribuées. Ces cas de rigueur doivent répondre à plusieurs critères, comme séjourner en Suisse depuis au moins cinq ans avec un lieu de séjour connu des autorités, être intégré fortement et ne pas présenter un motif de révocation à l'asile.

Cela est le cas pour Mme M. Alinejad et il est fort probable qu'elle demande elle-même au canton de présenter son dossier pour un cas de rigueur d'ici à quelques mois.

Pour conclure, M. Rey rappelle que signer une demande de soutien n'est pas une volonté de se substituer aux autorités fédérales : une lettre du Conseil municipal ne modifie pas le déroulement de la procédure et n'a pas d'impact sur la décision du TAF.

C'est surtout un geste politique qui traduit la volonté d'une commune de soutenir quelqu'un qui vit sur son territoire et qui est intégré. C'est un geste symbolique pour la personne elle-même qui est toujours en instance de renvoi malgré les risques auxquelles elle est exposée en Iran.

Questions des commissaires

Un conseiller municipal souhaite obtenir des précisions sur les motifs de refus.

M. R. Rey répond que Mme M. Alinejad a effectivement essuyé cinq refus, à la fois du Secrétariat d'État aux migrations (SEM) et du Tribunal administratif fédéral (TAF).

La principale position des autorités est que Mme M. Alinejad n'avait pas, en Iran, un rôle particulièrement en vue par rapport aux autres femmes, même si elle avait participé à quelques manifestations. Selon elles, elle ne répond pas aux critères de qualité de réfugiée car il faut subir une persécution individuelle précise.

Le Centre Social Protestant (CSP) considère la position du SEM comme indéfendable. En effet, depuis le début, et particulièrement depuis 2022, les répressions envers les femmes, qui ont toujours existé, se sont intensifiées en réaction aux manifestations pour le droit des femmes.

Depuis son arrivée en Suisse, Mme M. Alinejad participe à de nombreuses manifestations, en a même organisé une devant l'ONU, donne des interviews pour les médias et est très active sur les réseaux sociaux. Par exemple, elle a été interviewée pour le 19h30 lorsque le prix Nobel de la paix 2023 a été attribué à Narges Mohammadi pour son combat contre l'oppression des femmes en Iran.

Dans sa présentation, M. R. Rey a évoqué les motifs postérieurs à la fuite qui donnent droit au statut de réfugié. Pour le CSP, la position du SEM est indéfendable car Mme M. Alinejad occupe véritablement une position de leader lors des diverses manifestations.

Une autre question est posée sur le nombre de personnes qui sont dans cette même situation, n'y a-t'il pas un risque d'appel d'air et que le Conseil d'administratif et le Conseil municipal soit par la suite très souvent confronté à de telles demandes ?

Il est répondu que très peu de femmes iraniennes parviennent dans ce pays et que, par conséquent, un tel risque est mineur.

Discussions au sein de la commission

Deux commissaires membres du même groupe politique annoncent qu'ils ne soutiendront pas l'envoi d'un courrier de soutien de la part du Conseil municipal, cela malgré la situation personnelle triste de Mme Alinejad et, de manière plus générale, inqualifiable en Iran, et cela pour les raisons suivantes :

- *les conseillers municipaux n'ont pas à statuer sur une décision prise par une autorité compétente ; d'autant plus que le Conseil administratif est déjà intervenu en adressant une lettre de soutien à Mme M. Alinejad.*
- *Une démarche du Conseil municipal n'ayant aucune portée juridique, à quoi servirait d'entrer en matière pour répondre à cette sollicitation ?*

Une commissaire complète cette prise de position en précisant qu'elle ne connaît pas cette personne et qu'elle ne l'a pas rencontrée. En plus, Mme Alinejad est une femme connue politiquement et médiatiquement, qui organise des manifestations. Pour ces raisons et comme prévu juridiquement, il y a peu de risque qu'elle soit renvoyée.

Trois représentant.e.s d'un autre groupe politique réagissent à cette intervention de la manière suivante :

- *Si l'envoi d'une deuxième lettre a peu d'impact juridique, en quoi cette démarche dérangerait-elle alors ? Au contraire, elle pourrait s'avérer utile pour la suite des événements.*
- *D'autres expériences d'envoi de lettres massives par des citoyens lors de situations similaires se sont avérées utiles et ont parfois sauvé des vies.*
- *Malheureusement les personnes en vue, actives politiquement et médiatiquement, risquent beaucoup en étant renvoyées dans leur pays d'origine. Le retour au pays peut s'avérer tragique.*
- *La prise de position des citoyens permet de réaffirmer les principes de solidarité. Signer une lettre peut ne pas avoir d'impact immédiat, mais c'est une attitude de principe pour défendre les droits fondamentaux.*
- *Le soutien à cette lettre est aussi une manière de répondre à une citoyenne engagée et qui a effectué cette démarche.*

Un autre conseiller municipal annonce que son groupe politique soutient cette démarche qui est cohérente avec les valeurs défendues par son parti. Il soutient une personne bien intégrée depuis plusieurs années et qui participe à la vie citoyenne sur la commune de Meyrin. Certainement qu'elle entrera dans les cas de rigueur mais il faut quand même la soutenir de manière directe.

Un autre commissaire intervient et annonce son soutien à cette lettre car il pense qu'une lettre supplémentaire signée au nom du Conseil municipal dans le dossier

de cette femme ne changera probablement rien, mais peut apporter de l'espoir à cette dernière. Par ailleurs, il rappelle que le Conseil municipal a déjà défendu des réfugiés par le passé. Il remercie Mme N. Leuenberger d'avoir agi légitimement et rapidement.

Un autre commissaire dit qu'à titre personnel, il signera avec conviction une lettre de soutien envers cette dame, rien qu'en sachant où elle pourrait être renvoyée et ce qu'elle peut y risquer. Il aurait honte si la Suisse renvoie cette personne en Iran.

Un autre groupe politique, par contre, même s'il soutient Mme Alinejad, s'abstiendra finalement en exprimant le point de vue suivant : qui sommes-nous pour dire au SEM et au TAF ce qu'ils doivent faire ? Même si certains des commissaires ont des ami.e.s iraniennes qui ont fui ce pays et qu'il est inacceptable de persécuter des gens, peu importe la raison, il ne faut pas mélanger l'émotionnel et le rationnel. Là, on peut ressentir une prise d'otage institutionnelle. Finalement, que ceux qui souhaitent soutenir cette demande le fasse par un courrier personnel, 35 lettres en valent mieux qu'une. Le choix de chacun doit être libre sans culpabilité ni mise à l'index. En outre, le regret est exprimé de ne pas avoir pu rencontrer la personne ni entendre ses motivations.

Cette opinion est partagée par le commissaire d'un autre parti politique qui, lui, s'abstiendra également. Il annonce qu'il proposera au Conseil municipal, avec un autre texte qui affichera une volonté générale de s'opposer au retour des femmes réfugiées iraniennes dans leur pays d'origine.

Il est ensuite procédé au vote de préavis, lequel est favorable par 7 oui, 0 non et 4 abstentions. »

Mme Um rappelle que les rapports de commissions ne doivent pas dépasser une page par séance de commission et invite donc Mme Hartmann à l'avenir à respecter cette limite. Elle indique ensuite que M. Busset propose un amendement pour le groupe DC-VL.

M. Busset considère en effet que la lettre telle que présentée au nom du Conseil municipal ne peut être validée que s'il y a une unanimité du Conseil municipal, raison pour laquelle il propose d'une part de procéder à un vote nominal ; d'autre part d'ôter les mentions faisant référence dans le texte à l'ensemble du Conseil municipal afin que seules les personnes acceptant de signer la lettre puissent s'exécuter, par exemple dans les jours qui viennent en passant à la mairie.

M. Fontanini observe qu'il n'est pas rare que tout le monde ne soit pas d'accord ; il estime que l'on a tout à fait le droit de demander un vote nominal, mais que relier une unanimité à un objet risque toutefois de créer un précédent. Il s'oppose donc fermement à cette seconde partie de l'amendement.

Mme Hartmann partage l'avis de son préopinant ; elle ajoute qu'elle soutiendra sans problème un vote nominal ; néanmoins, elle relève qu'il est ici demandé le soutien du Conseil municipal. Elle précise que son groupe refusera l'amendement tel que proposé.

M. Serrano considère que l'on peut en effet procéder à un vote nominal. Il comprend par ailleurs que l'amendement demande aussi une autre version de la lettre.

M. Busset confirme la compréhension de M. Serrano de son amendement et précise que sa proposition consiste en effet à signer une lettre au nom des personnes soussignées et pas au nom du Conseil municipal.

M. Fontanini rappelle que l'ensemble des décisions du Conseil municipal sont prises au nom du Conseil municipal, même si tout le monde n'est pas d'accord ; il ajoute qu'il serait disposé à ce que l'on écrive « au nom de la majorité du Conseil municipal », mais pas plus.

M. Amato relève que l'on n'est dans une démocratie et donc que, si une majorité vote en faveur de l'envoi de cette lettre, c'est le jeu de la démocratie. Il considère qu'il ne faut pas changer la lettre, même s'il encourage toutes les personnes qui le souhaitent à écrire en parallèle une lettre de soutien personnelle.

M. Serrano estime que M. Amato et M. Fontanini ont résumé la situation en incitant à voter. Il se dit également pour le vote nominal, mais craint la récupération politique qui pourrait en découler ; il ne souhaite pas que cela devienne un terrain de bagarre inutile, en particulier car tout le monde est d'accord sur le fait que Mme Alinejad serait en danger si elle devait être renvoyée en Iran.

M. Busset précise qu'au vu des discussions, il retire son amendement et s'en tient finalement uniquement à une demande de vote nominal ; il est suivi.

M. Fontanini lit la prise de position du Parti socialiste :

« Des concitoyens nous demandent d'affirmer concrètement notre soutien à une femme iranienne, intégrée à Meyrin depuis plusieurs années, dont la demande d'asile n'a pas encore abouti. Un retour dans son pays d'origine est exclu au regard des dangers auxquelles elle s'exposerait, mais qu'est-ce que le Conseil Municipal de Meyrin peut faire si les démarches auprès des autorités fédérales compétentes en la matière ne donnent pas encore une issue favorable? Nous ne sommes pas compétents en matière d'attribution de l'asile politique.

Eh bien, comme nous avons pu l'entendre en commission, ce n'est pas la question à laquelle nous devons répondre aujourd'hui; il ne s'agit tout simplement pas de cela. Nos concitoyens ne nous demandent pas de nous substituer au Secrétariat d'Etat aux migrations et cette manière d'appréhender cette demande relèverait, au mieux d'une incompréhension de ce qui est demandé, et au pire d'une manière hypocrite de vouloir esquiver la question.

Ici, on nous demande de faire un geste politique pour réaffirmer notre attachement à une vision du monde démocratique, fondée sur l'existence de droits fondamentaux et inaliénables de chaque être humain.

Selon l'Indice de démocratie dans le monde, publié chaque année par « The Economist Intelligence Unit », il est désormais estimé que près de 40 % de la population mondiale vit sous un régime autoritaire et environ 70 % sous un régime à tendance autocratique. Cette femme a fui un de ces pays et en arrivant en Suisse, et à Meyrin en particulier, elle a pu s'épanouir dans une société qui l'a acceptée et accompagnée. Elle a pu vivre au quotidien ces droits qui nous paraissent si évidents ici et qui ne peuvent s'exprimer dans son pays d'origine qu'au péril de sa vie.

Le Canton de Genève est depuis toujours une terre d'accueil et de liberté, au point que certains voudraient voir l'hymne de l'Escalade, symbole de la résistance face à

l'opresseur, inscrit dans la Constitution. Notre Canton s'est construit aussi autour de personnages comme Carl Vogt, un réfugié qui est devenu recteur de notre Université et qui a représenté Genève en tant que parlementaire aussi bien au niveau cantonal que fédéral. Un autre réfugié, Théodore Turrettini, est à l'origine de l'invention de notre célèbre 'jet d'eau', sans parler de de Saussure et de Claparède qui donnent leur nom à deux de nos écoles ou à Rodolphe Toepffer, Liotard... et bien d'autres encore. A côté de ces célébrités, nous avons eu la chance de voir notre Canton se développer grâce au travail quotidien de milliers d'anonymes qui ont quitté leur pays pour s'établir chez nous et avec nous.

La première chose que l'on demande à quelqu'un qui veut partager notre destin en vivant parmi nous est d'accepter, voire de défendre, nos valeurs et notre mode de vie. Aujourd'hui, on nous demande d'en faire de même.

Quant au risque de voir d'autres demandes de ce type nous être adressées si on se prononce favorablement, j'aimerais dire que la défense des idéaux sur lesquels se fonde notre société ne doit pas être tributaire de considérations quantitatives. Nous ne pouvons pas accueillir un nombre indéfini de personnes, mais nous pouvons réaffirmer nos valeurs sans limitation. C'est ce que nous pouvons faire aujourd'hui, tout comme l'ont fait nos prédécesseurs.

Pour toutes ces raisons, le Parti socialiste de Meyrin-Cointrin va voter favorablement et invite les autres groupes politiques à en faire de même. »

M. Serrano lit la prise de position du groupe PLR :

« Notre groupe politique a été très touché par la thématique de Mme Alinejad. Nous devons relever que cette thématique a été apportée de manière maladroite lors de la dernière séance du Conseil municipal.

Notre conseil n'a pas pour vocation de refaire la politique de l'asile en Suisse, ni de se substituer aux instances cantonales et fédérales en charge du dossier de l'immigration. Notre groupe politique est mal à l'aise entre une compréhension des enjeux pour cette personne et un retour dans son pays qui pourrait mettre sa vie en danger et le respect du droit en vigueur dont notre conseil n'est ni responsable, ni investi.

La tenue de la commission n'a pas été bonne et ne nous a pas permis de comprendre dans son entier la thématique liée spécifiquement à Mme Alinejad. Pour le surplus, nous n'avons pas pu faire la connaissance de Mme Alinejad lors de la séance de commission, ce qui est regrettable.

Notre parti adoptera une posture institutionnelle sur ce dossier. En effet, Mme Alinejad est une personne qui demande l'asile à l'instar de beaucoup d'autres. Elle profite d'un éclairage particulier que les autres demandeurs n'ont pas. Le PLR Meyrin Cointrin considère que notre parlement n'a pas qualité pour demander au SEM et aux autorités fédérales d'intercéder en faveur de cette personne en particulier. Nous sommes respectueux de la séparation des pouvoirs dans notre pays et nous avons confiance dans la clairvoyance des autorités compétentes qui seront trouver une solution pour toutes les personnes se trouvant dans la situation de Mme Alinejad.

Il n'appartient pas à notre conseil de se saisir de ce genre de thématique individuelle. Le PLR Meyrin-Cointrin s'est toujours investi pour le respect des droits

fondamentaux et nous sommes touchés par ces situations collectives en relation avec des régimes autoritaires ou totalitaires.

Notre parti a décidé de laisser chaque élu de notre parti d'adresser à Mme Alinejad une lettre de soutien personnelle, mais nous ne souhaitons pas soutenir cette lettre de soutien collective pour les motifs exposés précédemment. Ainsi nous réaffirmons par l'acte notre attachement aux valeurs de notre démocratie et fondamentales.

Le PLR Meyrin s'abstiendra lors de ce vote. »

Mme Hartmann lit la prise de position du groupe des Vert-e-s :

« Notre groupe est consterné de voir qu'il ait fallu la tenue d'une commission et des échanges vifs pour arriver à ce que ce soir, notre conseil prenne enfin position pour quelque chose qui nous semblait aller de soi.

Quel gaspillage d'énergie non renouvelable ! Et pourtant, cette démarche a révélé à quel point nos valeurs pouvaient être différentes de celles d'autres groupes politiques.

Nous, les Vert.e.s de Meyrin Cointrin, croyons fermement à la nature universelle et inviolable des droits humains. L'article 14 de la déclaration universelle des droits de l'homme stipule que « toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile dans d'autres pays ». Les Vert.e.s se sont toujours battus pour la préservation de ce droit et pour une application qui prenne en compte de l'évolution en temps réel des situations politiques dans les pays. Mme Alinejad est une femme iranienne qui s'est engagée dans son pays et surtout depuis qu'elle est en Suisse pour les droits des femmes en Iran. Par sa seule manière de vivre (pratique du sport, prise de parole), elle s'oppose au régime théocratique iranien. En Iran, des femmes meurent parce qu'une mèche de cheveu peut dépasser d'un voile. Cette timide expression d'une opposition politique met en danger les femmes.

Qu'en serait-il actuellement pour Mme Alinejad ? Un retour en Iran aurait des conséquences dramatiques. Or, le SEM a prononcé par plus de 5 fois un refus de lui accorder un statut de réfugiée. Un recours est en cours au Tribunal administratif fédéral. Rappelons que l'envoi d'une lettre n'aura aucune portée juridique mais témoignera de son intégration dans la communauté et de la solidarité qui lui est exprimée. Ce qui lui permettra, si c'est nécessaire, également de consolider son dossier si elle décide de demander que sa condition soit considérée comme un cas de rigueur.

De telles situations ont toujours existé. Actuellement, nous déplorons encore les disparitions des femmes et des hommes qui luttent pour leurs droits, quelle que soit d'ailleurs leur notoriété médiatique.

En Suisse, le secrétariat d'État aux migrations prend parfois du retard dans l'analyse des situations et donc dans l'attribution du droit d'asile. De nombreuses associations humanitaires se sont ainsi battues pour la reconnaissance des violences sexospécifiques menées par certains États et cela depuis des années.

En juillet 2023, le Tribunal administratif fédéral reconnaît le droit d'asile pour toute femme afghane en raison de la politique de persécution que mène le gouvernement taliban. Une première en Suisse ! En Iran, la situation s'est nettement dégradée depuis 2022 pour les femmes. La répression s'est accrue.

Face à une telle situation, nous ne pouvons que, en tant que citoyens et élus politiques, soutenir les personnes que les décisions de l'État mettent en danger. C'est une question de principe et non de personne ! Quelle importance que nous connaissions ou pas personnellement Mme Alinejad. Laisserions-nous une personne se noyer parce qu'elle nous est inconnue ? Dans cette assemblée, plusieurs commissaires s'opposent à une démarche de la part de ce Conseil en disant que la rédaction d'une lettre de soutien du Conseil municipal constituerait une violation de la séparation des pouvoirs (entre le judiciaire et le politique), une intrusion et un non-respect des institutions. Depuis quand exprimer le soutien d'une assemblée politique constitue-t-il un non-respect des institutions ? Ce soir, nous pensons à Dominique Föllmi, conseiller d'État, qui avait décidé d'accompagner lui-même un enfant à l'école. Un enfant mineur qui devait être expulsé de Suisse. M. Föllmi estimait alors que certains principes fondamentaux étaient plus importants que des décisions administratives.

Depuis, il arrive régulièrement que des citoyens, que des assemblées cantonales et communales, ainsi que des maires, syndics et conseillers d'État soutiennent des personnes menacées d'expulsion. Ce n'est donc pas une nouveauté ! C'est même l'expression du bon fonctionnement de notre démocratie !

En réalité, notre État et ses institutions n'ont pu progresser qu'avec leur remise en question, quand cela était jugé nécessaire, de nos lois et le fonctionnement de nos institutions. Sans ces remises en question, pas de progrès, nous en serions encore au travail des enfants, aux castrations forcées ou encore aux placements et emprisonnements arbitraires des femmes qualifiées alors de « filles-mères ».

Alors oui, ce soir, les Vert.e.s vont soutenir avec conviction et fierté la rédaction et la signature d'un courrier de soutien pour Mme Alinejad au nom du Conseil municipal, car cet acte très symbolique est la manifestation de notre attachement au droit d'asile, à la solidarité, qu'elle concerne notre voisin ou non. Pour nous, cela fait partie de notre rôle d'élu tout simplement. »

M. Rheiner indique que le MCG laissera la liberté de vote ; néanmoins, il considère pour sa part que le Conseil municipal use d'un soft power un peu démagogique. Il prend part ailleurs le pari qu'il ne s'agit pas d'aller à l'encontre de nos institutions mais d'avoir une confiance quasiment aveugle à l'égard d'une des plus vieilles démocraties du monde. Il serait véritablement navré s'il y avait un refus d'asile politique et serait alors le premier à déclarer que l'on ne serait alors plus en démocratie. Il précise enfin qu'il s'abstiendra.

M. Busset indique que son groupe s'abstiendra.

Mme Um soumet au vote nominal **la signature de la lettre de soutien suivante à Mme Mahdie Alinejad au nom du Conseil municipal :**

A qui de droit

Meyrin, le 27 février 2024

Soutien du Conseil municipal de Meyrin à Mme Mahdie Alinejad

**Séance du 27 février 2024
tenue en séance ordinaire**

Madame, Monsieur,

Au nom du Conseil municipal de la ville de Meyrin, je viens, par la présente, signifier notre soutien à Mme Mahdie Alinejad, d'origine iranienne, qui vit maintenant depuis plus de quatre ans dans le canton de Genève et qui réside actuellement sur le territoire communal meyrinois. J'ai pu constater qu'elle est parfaitement intégrée à Genève, notamment grâce à ses multiples activités d'ordre associatif et sportif.

Mme Alinejad est par ailleurs connue pour son engagement citoyen et politique en faveur du droit des femmes et de l'amélioration des conditions de vie de ces dernières en Iran.

Compte tenu de la répression violente exercée sur les femmes et de toute activité susceptible d'aller à l'encontre de la doctrine du régime en place, si Mme Alinejad venait à être renvoyée dans son pays d'origine, les conséquences seraient potentiellement dramatiques et sa vie sérieusement mise en danger.

De ce fait, le Conseil municipal de la ville de Meyrin s'oppose fermement au renvoi de Mme Alinejad et invite les instances compétentes à mettre tout en œuvre pour qu'elle puisse obtenir l'asile dans notre pays.

Ce soutien, initié en premier lieu par des dizaines de citoyennes et citoyens de Meyrin, s'inscrit pleinement dans les valeurs de solidarité et d'entraide chères à notre ville.

Par ailleurs, je suis convaincue que l'accueil permanent sur le sol helvétique d'une personne engagée comme Mme Alinejad est bénéfique à la Suisse ; par conséquent, je vous remercie d'avance de prendre en compte la position du Conseil municipal et d'octroyer l'asile à Mme Alinejad.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en mes sentiments les meilleurs.

Au nom du Conseil municipal

Esther Um

Présidente du Conseil municipal

Vote nominal :

Amato Maurice	Ve	Oui	Hartmann Esther	Ve	Oui
<u>Billet Isabelle</u>	MCG	Abst.	Heiniger Claire	Ve	Oui
Boccard Damien	Ve	Oui	Hillemanns Hartmut	S	Oui
Boccard Yolande	DC/VL	Abst.	Iswala Placide	S	Oui
Brocard Eric	S	Oui	Loureiro Daniel	S	Oui
Bucher Denis	Ve	Oui	Murciano Claudine	Ve	Oui
Busset Jean-Bernard	DC/VL	Abst.	<u>Nobs Cyril</u>	UDC	Abst.

<u>Clerc Tobias</u>	DC/VL	Abst.	Osmani Faruk	MCG	Oui
Deluermoz Cosima	DC/VL	Abst.	Rheiner Fabrice	MCG	Abst.
Dimopoulos Elisa	S	Oui	<u>Sanchez Francisco</u>	S	Oui
Edinger W. Anna	LR	Abst.	Schweizer Adriana	UDC	Oui
Fabre Michel	S	Oui	Seeger Pascal	DC/VL	Abst.
Ferati Bektesh	UDC	Oui	Serrano Philippe	LR	Abst.
Fontanini Marco	S	Oui	Trippel Martin	UDC	Abst.
Frehner Antoine	LR	Abst.	Tschudi-Spiropulo A.	Ve	Oui
<u>Grognuz Fabien</u>	LR	Abst.	Wrzosowski Gregor	LR	Abst.
Halimi Hysri	S	Oui			

La signature de la lettre de soutien à Mme Mahdie Alinejad au nom du Conseil municipal est approuvée par 19 oui et 14 abstentions.

* * *

**15. Rapport 2023 du délégué à la commission consultative des aînés.
(E. Brocard, S)**

Le Conseil municipal prend acte du rapport de M. Brocard.

* * *

16. Annonces de projets

M. Bucher indique qu'il annonce avec **M. Halimi** un projet de mise en place de correspondants de nuit pour une période de test ; il souligne que les correspondants de nuit sont déjà en activités dans plusieurs communes voisines ; il invite tous membres du Conseil municipal intéressés par ce projet à les rejoindre pour travailler sur cette thématique. Il précise qu'il s'agirait de personnes salariées de la Commune dont la fonction est notamment de faire le lien entre les jeunes et la police municipale, en sensibilisant dans le but d'apaiser la vie de quartier.

Mme Leuenberger remercie MM. Bucher et Halimi pour cette proposition, mais souligne qu'il s'agit en l'occurrence d'un projet existant qui s'inscrit directement dans le plan d'action qui découle du diagnostic social qui a été réalisé. Elle invite donc les initiants du projet à rejoindre le processus en cours. Elle rappelle qu'un grand atelier participatif s'est tenu il y a 10 jours. Elle précise que l'idée d'avoir des correspondants de nuit est avant tout du travail social hors murs, avec un service nocturne de

proximité ; il s'agit en l'occurrence de l'une des propositions formulées dans le cadre de ce plan d'action en cours d'élaboration.

* * *

17. Propositions individuelles

M. Fontanini demande l'organisation d'une séance de commission citoyenneté et vie de quartier afin de faire un point de situation sur l'auberge communale de Meyrin après deux ans de fonctionnement. Il est suivi.

Mme Billet indique qu'elle souhaiterait également que l'on parle de l'auberge communale au sein d'une séance de commission.

M. Sanchez relève que l'expérience acquise ces dernières années a permis de démontrer l'utilité de développer les relations entre la permanence emploi de l'Antenne Objectif Emploi (AOE) et les entreprises établies sur le territoire communal. Il demande ce qu'il en est aujourd'hui du taux d'engagement des jeunes et seniors résidents meyrinois eu égard aux moyens mis à disposition par le service social de la Commune pour renforcer l'activité de la permanence emploi afin de suivre leur évolution vers une meilleure autonomie professionnelle. Afin de répondre à cette question et si d'autres groupes veulent se joindre, il propose l'organisation d'une séance de commission cohésion sociale et économie afin d'auditionner l'AOE et ainsi avoir un état des lieux de son activité sur le terrain.

Mme Leuenberger souhaite préciser que le Conseil municipal, les membres de l'administration communale et tous les membres du réseau de partenaires du dispositif social local sont impliqués depuis la réalisation du diagnostic social qui porte sur les jeunes et les familles à Meyrin, dans l'élaboration d'un plan d'action visant la politique sociale de proximité de la Commune à l'horizon 2030-2035. Elle précise que, dans ce plan d'action figure les objectifs de l'AOE au sein de laquelle l'on peut inclure l'insertion des jeunes et des seniors, mais aussi de l'ensemble de la population en âge d'être en activité. Elle encourage toutes les personnes intéressées à se rapprocher pour travailler ensemble et ainsi éviter de créer des flux de travail parallèles qui sont, à ses yeux, relativement inefficients, au vu des objectifs ambitieux que l'on souhaite réaliser ensemble.

M. Sanchez demande s'il est suivi dans sa demande d'organisation de séance de commission, ce qui est le cas.

M. Grognoz propose que les certificats de salaire des membres du Conseil municipal soient envoyés par l'application de la Poste IncaMail, à l'instar de ce qui se fait pour les collaborateurs communaux et ce, dans le but d'obtenir plus rapidement ces documents ; il ajoute que cela évite également de scanner ces documents pour les envoyer aux impôts.

M. Bucher revient sur la commission de liaison et les courriers destinés au Conseil municipal ; il relève qu'actuellement le Bureau respecte en effet le RCM, mais il estime néanmoins que le fait de transférer l'ensemble des courriers au Conseil

municipal ne contreviendrait pas non plus au RCM et serait au contraire profitable à tout un chacun.

* * *

18. Questions

M. Bucher souhaite réagir à la communication du Conseil administratif et demande pourquoi les APM ne travailleront pas tous les dimanches de l'année.

M. Cornuz souligne qu'il y a eu des difficultés au niveau de la santé des collaborateurs qui se sont certes détendues depuis un certain temps, mais qui ne permettent néanmoins pas d'assumer un travail tous les dimanches de l'année. Il ajoute que cette décision vise aussi à répondre aux exigences d'évènements de grande envergure ponctuels, comme par exemple l'arrivée du Tour de Romandie à Vernier en avril prochain, raison pour laquelle l'on ne peut pas assurer une présence des APM tous les dimanches de l'année.

M. Serrano observe que le Conseil municipal a toujours voté des augmentations pour la dotation du personnel de la police municipale ; il comprend l'explication mais considère que les votes en faveur de la police municipale ont toujours eu l'objectif d'avoir la garantie d'une présence d'APM tous les jours de la semaine.

M. Cornuz remercie le Conseil municipal de soutenir les augmentations de postes pour la sécurité municipale ; il précise néanmoins que le travail des APM le dimanche implique ensuite une double compensation pour les agents concernés, soit deux jours pendant la semaine ; il est dès lors nécessaire de trouver le juste équilibre par rapport à ces enjeux et aux véritables nécessités du terrain.

Mme Schweizer demande la mise en place d'un tableau avec le nom des personnes occupant les tombes du cimetière de Feuillasse afin que les personnes qui viennent se recueillir puissent trouver les tombes recherchées plus facilement.

M. Grognuz demande si des poubelles pourraient être ajoutées sur l'avenue Auguste-François-Dubois qui va en direction du magasin Leclerc car il constate que cet axe est régulièrement jonché de détritrus en plastique.

* * *

La séance est levée à 22h40/SPA.

Lu par le Bureau du Conseil municipal en
date du 18 mars 2024.

Le 1^{er} secrétaire :

Cyril Nobs

La présidente :

Esther Um